



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par : Xavier SINNA

Tél : 05 49 08 69 58

Mel : xavier.sinna@deux-sevres.gouv.fr

Le préfet

M. BIZET KEVIN

56, La Petite Sablière
LOUBLANDE
79 700 MAULEON

Niort, le **24 AVR. 2026**

Prise d'acte n° A6654

Monsieur,

Vous exploitez une installation d'élevages intensifs de volailles sur la commune de Mauléon (79 700), qui bénéficie, au titre de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- du récépissé de déclaration n° 1986 du 10 mai 1991 concernant la régularisation administrative de l'élevage de volailles (7200+9000=16 200) ;
- de l'arrêté conjoint n° 4130 du 30 décembre 2003 pour 48 600 animaux-équivalents volailles ;
- d'une prise d'acte n° A5581 du 29 janvier 2015 suite à la demande du bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 3660-a élevage intensif de volailles ;
- d'un changement d'exploitant n° A6413 en date du 12 octobre 2022 avec un passage de l'EARL GONNORD à BIZET KEVIN.

Compte tenu de sa capacité de production, l'établissement relève du champ d'application de la Directive IED, 2010/75/UE relative aux émissions industrielles. À ce titre, vous m'avez fait parvenir, le 10 juin 2024, complété le 29 août 2024, un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de ladite directive.

Après examen de ce dossier par l'Inspection des installations classées, je vous informe que le dossier a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

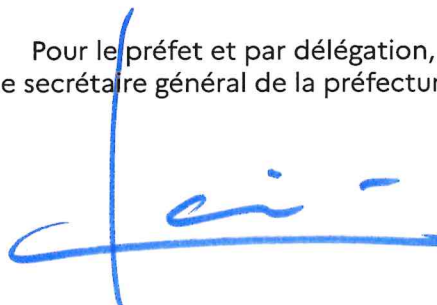
Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport d'examen de l'Inspection de l'environnement est jointe au présent courrier.

Compte tenu de la situation de votre établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et de vos engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, ce rapport conclut à l'actualisation des dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Je prends donc acte, conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement, de votre déclaration dans le cadre du réexamen de vos conditions d'exploitation, qui pourra vous être opposée par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large vertical stroke on the left and a horizontal stroke with a small loop on the right.

Patrick VAUTIER